



Conseil économique et social

Distr. générale
5 février 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels : renseignements biographiques concernant les candidats

Note du Secrétaire général

1. La procédure régissant l'élection des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, établie par la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, est exposée dans le document [E/2018/9/Add.5](#). La liste des membres actuels du Comité figure en annexe audit document.
2. Dans une note verbale datée du 22 septembre 2017, le Secrétaire général a invité les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à présenter leurs candidats à l'élection au Comité dans un délai de trois mois.
3. On trouvera dans l'annexe à la présente note des renseignements biographiques sur les personnes dont les États parties au Pacte ont présenté la candidature.



Annexe

Renseignements biographiques concernant les candidats à l'élection au Comité des droits économiques, sociaux et culturels^{* **}

Aslan Khuseinovich Abashidze (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 18 novembre 1958, Adjarie (Géorgie)

Langues de travail : Russe, anglais

Formation

- En 1985 : diplôme d'économie et de droit, option « droit international », de l'Université russe de l'amitié des peuples Patrice-Lumumba
- De 1985 à 1988, il a préparé son doctorat au Département de droit international. En 1988, il a soutenu sa thèse sur la protection des droits des minorités à l'Organisation des Nations Unies (directeur scientifique : M. Blischenko I.P.).
- De 1990 à 1992, il a préparé sa maîtrise de droit international à l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire à l'Université de Lund (Suède) et l'a obtenue le 10 janvier 1992.
- En 1997, il a soutenu sa thèse sur la protection des minorités dans le cadre du droit national et international.

Activités professionnelles

- Depuis 1988, M. A. Abashidze travaille au Département de droit international de l'Université russe de l'amitié des peuples Patrice-Lumumba (aujourd'hui appelée Université russe de l'amitié des peuples), d'abord en tant qu'assistant de 1988 à 1992, puis en tant que chargé de cours de 1992 à 1997, et depuis 1997 en tant que professeur.

Fonction(s) actuelle(s)

- Chef du Département de droit international de l'Université russe de l'amitié des peuples, Professeur à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, membre du conseil d'experts en droit de la Commission supérieure d'accréditation relevant du Ministère russe de l'éducation et des sciences, membre du Conseil consultatif scientifique de la Cour suprême russe, membre du Conseil consultatif pour les questions scientifiques du Ministère russe des affaires étrangères, membre du Conseil d'experts du Médiateur russe délégué aux droits de l'homme, Président de la Commission du droit international de l'Association de Russie pour les Nations Unies, avocat, docteur en droit, professeur

Publications

- *Within Human rights treaty bodies*, Abashidze A.Kh., Koneva A.E., 2^e édition. M., 2015 ; *Human rights and challenges of XXI century*, Ed. A. Abashidze.

* La version longue du curriculum vitae de certains candidats peut être consultée sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

** Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

M., 2016 ; *International legal basis of the right to health*, Ed. A. Abashidze. M., 2016 ; *Regional human rights systems*, Ed. A. Abashidze. M., 2016 ; *International protection of human rights*, Ed. A. Abashidze. M., 2017 ; *Business and human rights*, Ed. A. Abashidze. M., 2017 ; *Opinions of human rights treaty bodies on communications*, Ed. A. Abashidze. M., 2017

Clément Atangana (Cameroun)

Date et lieu de naissance : 20 septembre 1941, Econmeyek, Ngomedzap,
Département de Nyong-et-So'o, région du
centre

Langues de travail : Français et anglais

Formation

- Études primaires à l'école régionale de Yaoundé
- Enseignement secondaire au Collège François-Xavier Vogt de Mvolyé, à Yaoundé, et au Lycée du Manengoumba de Nkogsamba (Baccalauréat)
- Enseignement post-secondaire à la faculté de droit et d'économie de l'Université fédérale du Cameroun (licence de droit privé)
- École nationale d'administration et de magistrature du Cameroun
- Institut international d'administration publique de Paris

Activités professionnelles

Intègre la magistrature le 20 décembre 1968, où il occupe le poste de :

- Juge d'instruction au tribunal de première instance de Kongsamba
- Président du tribunal d'Eseka chargé de l'action publique
- Président du tribunal de Bafia chargé de l'action publique
- Président du tribunal de Mora chargé de l'action publique
- Président du tribunal de Sangmelima chargé de l'action publique
- Juge à la Cour supérieure de Douala et de Yaoundé
- Président de la Cour supérieure de Yaoundé
- Directeur adjoint des affaires judiciaires et du sceau du Ministère de la justice
- Procureur général de la Cour d'appel du Nord
- Procureur général de la Cour d'appel du Centre
- Conseiller à la Cour suprême
- Président de la Chambre administrative de la Cour suprême

Fonction(s) actuelle(s)

- Ayant pris sa retraite en tant que juge, en décembre 2014, M. Clément Atangana est inscrit au barreau camerounais depuis septembre 2015.

Autres activités

- Président de la Commission nationale de révision générale des votes des élections législatives et des élections présidentielles jusqu'à sa retraite, en décembre 2014
- Membre du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire
- Officier de l'Ordre national de la valeur.

Asraf Ally Caunhye (Maurice)

Date et lieu de naissance : 18 novembre 1954, Maurice

Langues de travail : Anglais et français

Formation

Middle Temple, Inns of Court, Londres

Activités professionnelles

- En tant que juge à la Cour suprême, M. Caunhye : i) se saisit des affaires civiles, divorces et affaires matrimoniales, liquidations de biens et demandes d'ouverture de procédures de faillite de sociétés, affaires maritimes et affaires constitutionnelles, et statue à leur égard ; ii) juge des affaires à la Cour d'assises ; iii) se saisit des appels, civils ou pénaux, interjetés auprès de la Cour suprême, de jugements rendus par le juge siégeant en chambre, la Division des procédures de faillite, la Cour principale, la Cour intermédiaire, le Tribunal du travail, le Tribunal de district et tout autre tribunal ou organe existant. Le juge Caunhye a jugé de nombreuses affaires constitutionnelles et électorales.
- Il a également été conseiller parlementaire et a dirigé le service de rédaction juridique chargé de rédiger les lois. Le juge Caunhye a en outre rédigé et mis au point plusieurs lois relatives aux droits de l'homme, y compris le projet de loi sur la protection des droits de l'homme portant création de la Commission nationale des droits de l'homme.
- Avant sa nomination au poste de juge à la Cour suprême de Maurice, le juge Caunhye a également assuré la fonction de Solliciteur général adjoint.

Fonction(s) actuelle(s)

- Juge à la Cour suprême ;
- Président du Conseil de la formation professionnelle et juridique ;
- Juge désigné au titre de la loi sur l'arbitrage international ;
- Membre de la Commission des services juridiques et judiciaires.

Olivier De Schutter (Belgique)

Date et lieu de naissance : 20 juillet 1968, Ixelles (Belgique)

Langues de travail : Anglais, français, néerlandais

Formation

- Doctorat (droit), UCL, 1998
- Lauréat de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, 1992)
- Maîtrise en droit, Université Harvard, 1991
- Licence en droit, UCL, 1990
- Candidature en droit, UCL, 1987

Activités professionnelles

- Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation (2008-2014)
- Membre du Comité scientifique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2014-2018)
- Professeur de droit international des droits de l'homme à l'Université catholique de Louvain (depuis 1999)
- Président du Conseil consultatif belge sur la cohérence des politiques en faveur du développement (2016-2020)
- Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Yale (2016-2017), à l'UC Berkeley (2013), à la faculté de droit de l'Université Columbia (2008-2012), à l'Université de New York (2004-2005) et à l'Université d'Abomey-Calavi [Cotonou (Bénin)] (2000-2005)

Fonction(s) actuelle(s)

- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (01/01/2015-31/12/2018)

Publications

Auteur de 20 ouvrages et de plus de 200 articles. Parmi les plus représentatifs :

Ouvrages :

- *The Future of the Right to Development: Reshaping International Regimes* (in press). *International Human Rights Law. Cases, Materials and Commentary* (Cambridge University Press, 2^e édition 2014)
- *Trade in the Service of Sustainable Development. Linking Trade to Labour Rights and Environmental Standards* (Bloomsbury / Hart Publ., 2015)
- *Governing Access to Essential Resources* (Columbia University Press, 2015)
- *Economic, Social and Cultural Rights as Human Rights* (éditeur) (Londres : Edward Elgar, 2013)
- *Foreign Direct Investment and Human Development* (Londres : Routledge, 2012)
- *Accounting for Hunger. The Right to Food in the Era of Globalisation* (Oxford : Hart Publ., 2011)

- *The European Social Charter. A Social Constitution for Europe* (Bruxelles : Bruylant, 2010)
- *Transnational Corporations and Human Rights*, (éditeur) (Oxford et Portland-Oregon : Hart, 2006)
- *Discriminations et marché du travail. Liberté et égalité dans les rapports d'emploi* (New York, Oxford : P.I.E. Peter Lang, 2001)

Articles :

- « The Two Constitutions of Europe: Integrating Social Rights in the New Economic Architecture of the Union », *European Journal of Human Rights*, n° 2 (2017), p. 108-156
- « Welfare State Reform and Social Rights », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 33(2) (2015), p. 123-162
- « Towards a New Treaty on Business and Human Rights », *Business and Human Rights Journal*, vol. 1 (2015) p. 41-67
- « Commentary to the Maastricht Principles on Extraterritorial Obligations of States in the area of Economic, Social and Cultural Rights, *Human Rights Quarterly* », vol. 34 (2012), p. 1084-1171
- « Rapport général – La responsabilité des États dans le contrôle des sociétés transnationales : vers une Convention internationale sur la lutte contre les atteintes aux droits de l'homme commises par les sociétés transnationales », *La responsabilité des entreprises multinationales en matière de droits de l'homme* (Bruxelles, Bruylant-Némésis, 2010), p. 19-100
- « Human Rights and the Rise of International Organisations: The Logic of Sliding Scales in the Law of International Responsibility », Jan Wouters et al. (ed.), *Accountability for Human Rights Violations by International Organisations* (Intersentia, Anvers-Oxford-Portland, 2010), p. 51-129

Peters Sunday Omologbe Emuze (Nigéria)

Date et lieu de naissance : 9 septembre 1956, Lagos (Nigéria)

Langues de travail : Anglais

Formation

- Maîtrise de droit international et de diplomatie de l'Université de Lagos, 1995
- Diplôme de troisième cycle en diplomatie de l'Institut du service diplomatique de Lagos, 1985
- Diplôme de premier cycle en anglais/philosophie de l'Université de Lagos, 1979

Activités professionnelles

- Représentant du Nigéria en tant que membre du Conseil des droits de l'homme (28^e – 34^e sessions, dont deux sessions extraordinaires), (2015-2017)
- Coordonnateur du Groupe des ambassadeurs africains sur les questions relatives à l'OMPI (a préconisé la création de bureaux de l'OMPI en Algérie et au Nigéria) (2015-2016)
- Membre de la troïka d'évaluation par les pairs du respect des droits de l'homme du Bélarus et de l'Azerbaïdjan du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2015-2016)
- Président de la Conférence du désarmement de l'ONU (2016)
- Membre de la délégation sur les accords de partenariat stratégiques avec la Chine et l'Union européenne (2006-2009)
- Secrétaire du Sous-comité des systèmes politiques du Nigéria, du Comité de la réforme électorale (2008)

Fonction(s) actuelle(s)

- Consultant/partenaire sur les questions relatives aux droits de l'homme et les questions humanitaires pour Highbridge Rights Resource Group Limited (depuis 2017)
- Chargé d'affaires de la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (2015-2017)
- Directeur de la 2^e Division des Nations Unies du Ministère des affaires étrangères, Abuja (Nigéria) (2013-2014)
- Directeur adjoint de la 3^e Division des Nations Unies du Ministère des affaires étrangères, Abuja (2012-2013)
- Directeur adjoint du Consulat général du Nigéria, Hong Kong (2009-2012)
- Directeur assistant (affaires intra- et interrégionales) du Ministère des affaires étrangères, Abuja (2006-2009)
- Ministre conseiller au Département de l'Asie et du Pacifique du Ministère des affaires étrangères, Abuja (2004-2006)
- Ministre conseiller au Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères, Abuja (2002-2004)
- Conseiller principal auprès de l'Ambassade du Nigéria en Italie, Rome (2000-2002)

- Conseiller principal auprès de l'Ambassade du Nigéria à La Haye (Pays-Bas) (1998-2000)
- Conseiller principal sur le protocole présidentiel auprès du Ministère des affaires étrangères du Nigéria (1995-1998)
- Conseiller sur le protocole présidentiel auprès du Ministère des affaires étrangères à Lagos (1992-1995)
- Premier Secrétaire à la Haute Commission nigériane, Lusaka (Zambie) (1990-1992)
- Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, Abuja (1987-1988)
- Troisième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, Lagos (1983-1986)

Publications

- *An Appraisal of the United Nations role in the Rwanda and Burundi Genocide* (mémoire de maîtrise)

Azzouz Kerdoun (Algérie)

Date et lieu de naissance : [Original : français] 17 juillet 1947 à
Constantine (Algérie)

Langues de travail : Français, arabe et anglais

Formation

- Baccalauréat ès lettres, Académie de Paris, 1969-1970
- Licence de droit public, faculté de droit et de science politique, Université de Constantine, 1975
- Certificat des droits de l'homme, du Centre international des droits de l'homme de Strasbourg, 1977
- Diplôme d'études approfondies de droit international public, Université de Montpellier, 1978
- Diplôme d'études approfondies de science politique, Université de Montpellier, 1979
- Doctorat d'État en droit public, Université de Montpellier, 1981
- Concours national de promotion au grade de professeur des universités, classé 4^e par ordre de mérite, Alger 1993
- Habilitation à enseigner dans les universités françaises, 2005

Fonction(s) actuelle(s)

- Professeur distingué de droit international public à l'Université des frères Mentouri de Constantine, Algérie
- Directeur de recherche et directeur du laboratoire « Maghreb-Méditerranée », Université de Constantine, depuis 2001
- Membre du Conseil national des droits de l'homme, Alger, 2017

Occupations administratives importantes

- Président du Conseil scientifique de la faculté de droit et de science politique de l'Université de Constantine, 1989-1992
- Fondateur et président de l'Unité de recherche « Afrique-Monde arabe », 1987-2000
- Président du Comité éditorial de la revue les « Annales de l'URAMA », 1997-1998
- Fondateur et directeur du Laboratoire « Maghreb-Méditerranée », depuis 2001
- Membre du Conseil national de l'environnement et du développement durable, depuis 1998
- Membre du Conseil éditorial de la revue des sciences sociales de l'Université de Constantine, depuis 1995
- Président du Comité national intersectoriel de recherche en « droit, économie et sciences sociales », Alger, 2008-2011
- Président de la Commission de révision de la constitution algérienne, Alger 2013

Carrière professionnelle

- Professeur de droit international public et de science politique à l'Université des frères Mentouri de Constantine, Algérie
- Directeur du Laboratoire Maghreb-Méditerranée
- Professeur invité dans plusieurs universités étrangères : Université de Toulouse, de Tunis, d'Aix en Provence, de Strasbourg, de Sassari (Italie), de Valence (Espagne), de Thessalonique (Grèce), de Paris II, de Marseille, de Nice, de Barcelone (Espagne), de Beyrouth (Liban), etc.
- Conseiller à l'Institut d'études de stratégie globale, Alger, depuis 1985
- De nombreuses publications scientifiques dans des ouvrages et revues spécialisées, entre autres : « La coopération arabo-africaine », Paris, Berger-Levrault 1987, « Environnement et développement durable », Paris, Publisud, 2000, Euro-Méditerranée, « Le processus de Barcelone en question », Dar El Houda, Ain M'lila, Algérie, 2004, « La protection de l'environnement en Algérie », Dar El Houda, Algérie 2001, « La sécurité en Méditerranée », Paris, 1995, « La place des droits économiques, sociaux et culturels dans le droit international des droits de l'homme », Revue trimestrielle des droits de l'homme, Bruxelles, 2011, « Immigration irrégulière en Méditerranée et protection des droits fondamentaux », Revue Strategia, de l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective du MDN, n°7, Alger, 1^{er} trimestre de 2017
- Membre du Conseil juridique, économique du haut conseil national pour l'environnement et le développement durable, Alger
- Président du Comité intersectoriel de recherche en droit, économie et sciences sociales, Alger 2008-2011
- Membre de Conseil national des droits de l'homme, Alger 2017
- Membre du Comité éditorial de la revue des sciences sociales de l'Université de Constantine, depuis 1990
- Directeur du Laboratoire « Maghreb-Méditerranée » de l'Université des frères Mentouri de Constantine, depuis 2001
- Avocat à la Cour de Constantine et à la Cour suprême (1984-1994)
- Membre de la Haute instance de supervision des élections, 2017

Tarik Ibrahim Hassan Kurdi (Soudan)

Date et lieu de naissance : 4 juin 1959, Gedaref (Soudan)

Langues de travail : Arabe et anglais

Formation

- 1977-1978 Diplôme d'informatique au Centre d'études d'informatique, Koweït
- 1988-1992 Diplôme de premier cycle en administration des entreprises (apprentissage à distance) de l'Université de Beyrouth (Liban)
- 1995-1996 Maîtrise en gestion et développement des ressources humaines de l'Université de Hertfordshire Hatfield (Royaume-Uni)

Stages de formation

1988-2016 Nombreux stages de formation et programmes d'apprentissage à distance à long terme dans les domaines suivants :

- Gestion et direction : gestion efficace, gestion des conflits et médiation, coordination, direction, codirection, communication interculturelle, collectes de fonds pour des cadres supérieurs ;
- Protection : programme d'apprentissage sur la détermination du statut de réfugié, programme d'apprentissage en ligne sur la protection des personnes déplacées, formation au droit international des réfugiés ;
- Gestion de programme et opérations : coordination et compétences en matière d'encadrement, gestion de programme, administration et coordination des camps, gestion des urgences et des catastrophes ;
- Gestion des mesures de sécurité : sensibilisation aux questions de sécurité, gestion des mesures de sécurité et gestion des risques ;
- Gestion des ressources humaines et financières : formation aux aspects fondamentaux de la gestion des ressources humaines et financières pour les cadres supérieurs, gestion des carrières et gestion de la performance.

Distinctions et contributions

- 2001 Plaque du HCR en l'honneur de ses 20 années de dévouement au service des réfugiés ;
- 2006 Insigne en or du HCR en l'honneur de ses 25 années d'engagement et de contribution à l'Organisation au service des réfugiés ;
- 2011 Prix du HCR en l'honneur de ses 30 années de dévouement au service des réfugiés ;
- 2013 Prix d'excellence de la meilleure équipe du HCR sur le terrain ;
- 2014 Prix d'excellence du meilleur représentant du HCR sur le terrain.

Expérience professionnelle et emplois occupés

- 2017-aujourd'hui Président du Forum sur les questions relatives aux minorités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève (Suisse)

- 2015-2016 Directeur adjoint (D-1) du Bureau pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au siège du HCR, Genève (Suisse)
- 2012-2015 Représentant (D-2) du Bureau de pays du HCR à Damas (Syrie)
- 2010-2012 Représentant adjoint (D-1) et représentant par intérim (D-2) du Bureau de pays du HCR à Bagdad (Iraq)
- 2006-2010 Directeur adjoint (D-1) de la Division de la gestion des ressources humaines du siège du HCR, Genève (Suisse)
- 2003-2006 Chef de la Section de l'administration du personnel et du paiement des salaires du siège (P5) du HCR, Genève (Suisse)
- 2001-2003 Assistant du chef de mission (administration) (P-5) du Bureau de pays du HCR à Kaboul (Afghanistan)
- 1999-2001 Assistant du chef de mission (administration) (P-4) du Bureau de pays du HCR en Afghanistan, Islamabad (Pakistan)
- 1996-1999 Directeur hors classe des ressources humaines (P-4) du Bureau pour l'Asie et le Pacifique au siège du HCR, Genève (Suisse)
- 1995-1996 Fonctionnaire d'administration et des finances (P-3) du Bureau de pays du HCR à Accra (Ghana)
- 1994-1995 Fonctionnaire d'administration et des finances (P-3) du Bureau de pays du HCR à Harare (Zimbabwe)
- 1993-1994 Fonctionnaire d'administration et des finances (P-3) du Bureau de pays du HCR à Kampala (Ouganda)
- 1991-1993 Fonctionnaire d'administration/administrateur de programmes (P-2) au Bureau de pays du HCR à Bagdad (Iraq)
- 1991-1992 Fonctionnaire d'administration/administrateur de programmes (L-2) au Bureau de pays du HCR à Freetown (Sierra Leone)
- 1990-1991 Fonctionnaire d'administration et des finances (L-2) du Bureau de pays du HCR à Mogadiscio (Somalie)
- 1987-1990 Fonctionnaire d'administration (adjoint de 1^{re} classe) à la sous-délégation du HCR à Hargeisa (Somalie)
- 1981-1987 Assistant administratif (agent des services généraux) à la sous-délégation du HCR à Gedaref/Chouwak (Soudan)

Salima Namusoby (Ouganda)

Date et lieu de naissance : 15 mai 1978, Jinja (Ouganda)

Langues de travail : Anglais

Formation

- Maîtrise de droit en droits de l'homme et démocratisation en Afrique de l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), décembre 2004
- Diplôme de pratique juridique (équivalent du barreau), du Law Development Center de Kampala (Ouganda), août 2003
- Licence de droit à l'Université chrétienne d'Ouganda, Mukono (mention Honorable), octobre 2002

Activités professionnelles

Avocate dans les tribunaux ougandais – admise au barreau en janvier 2005

Programmes non diplômants et cours de perfectionnement professionnel pertinents :

- Spécialiste invitée à l'Université Columbia, New York (États-Unis d'Amérique) (août 2011-décembre 2011) ;
- Cours de perfectionnement sur la légitimité des droits économiques, sociaux et culturels (18-22 novembre 2013) à l'Institut pour les droits de l'homme de l'Abo Akademi University (Finlande) ;
- Cours sur les contentieux relatifs aux droits sanitaires (16-20 septembre 2013), Centre François-Xavier Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme de l'École de santé publique de l'Université Harvard (États-Unis).

Travaux antérieurs :

- Conseillère juridique principale dans le cadre d'un projet relatif au droit des réfugiés à la faculté de droit de l'Université Makerere (2010-2012) ;
- Coordonnatrice régionale pour l'Afrique de l'Est dans le cadre d'un projet conjoint du Centre d'Amsterdam pour le droit international de la faculté de droit de l'Université d'Amsterdam et du Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Pretoria, publié par Oxford University Press, sur le droit international dans les tribunaux nationaux (2008-2012) ;
- Directrice du projet sur le droit des réfugiés du Département juridique et psychosocial de la faculté de droit de l'Université de Makerere (2005-2010).

Associations professionnelles

- Membre de la Uganda Law Society (ULS) et de l'East African Law Society (EALS)
- Membre de la Fédération ougandaise des femmes juristes (FIDA)

Distinctions

- Lauréate du Prix Vera Chirwa pour la défense des droits de l'homme en Afrique (2015), décerné par le Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Pretoria (Afrique du Sud)

Fonction(s) actuelle(s)

- Directrice exécutive de l'Initiative for Social and Economic Rights, depuis 2013
- Membre experte du Groupe de travail sur les droits économiques, sociaux et culturels de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, nommée par la résolution ACHPR/Res. 294 (EXT. OS/XVI), depuis 2015
- Membre du Comité directeur du Groupe de travail sur les contentieux stratégiques de l'International Network for Economic, Social and Cultural Rights (ESCR-Net), depuis 2015
- Partenaire associée chez Ssekaana Associated Advocates & Consultants, depuis 2005
- Vice-Présidente de l'International Refugee Rights Initiative (IRRI)

Principales publications**Manuels :**

- « *Civil Procedure and Practice in Uganda* », en collaboration avec Ssekaana Musa (1^{ère} édition : Law Africa Publishing, 2008 ; 2^e édition : 2017)
- « *Litigating the Right to Health in Uganda: The Necessity for innovation and Activism: Challenges and Prospects* », édité par Ebenezer Durojaye, Ashgate Publishing (2015), Londres

Articles de revue :

- « Navigating the Access to Information Challenge in Health Rights Litigation in Uganda », Health and Human Rights Journal de l'École de santé publique de l'Université Harvard, septembre 2014
- « Refugee Status Determination and the Rights of recognised Refugees Under Uganda's Refugee Act 2006 », International Journal of Refugee Law, vol. 24, n°3, p.561-578, août 2012

Mounkaila Aichatou Seyni (Niger)

Date et lieu de naissance : [Original : français] 7 décembre 1968

Langue(s) de travail : Français

Études

- Doctorat unique en philosophie, option Philosophie morale et politique, obtenu à l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso en 2011, 2004
- Certificat de spécialiste en administration et protection des droits de l'homme, obtenu à l'Institut international d'administration publique de Paris en 1999

Activités professionnelles

- Assurer le suivi et la mise en œuvre de la Politique nationale des droits de l'homme et de la protection judiciaire juvénile et de l'action sociale
- Veiller à l'application effective des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme
- Assurer le suivi des recommandations issues des différents mécanismes des droits de l'homme
- Assurer la fonction de rapporteur général du Comité interministériel chargé de la rédaction des rapports du Niger aux organes des traités et de l'examen périodique universel
- Gérer les relations partenariales avec les institutions communautaires, régionales et internationales sur les questions relatives aux droits humains
- Assurer le suivi de la gestion du Cadre de concertation du Ministère de la justice et tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la promotion et la protection des droits humains

Fonction(s) actuelle(s)

- Directrice générale des droits de l'homme, de la protection judiciaire juvénile et de l'action sociale au Ministère de la justice
- Enseignante vacataire au département de philosophie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey
- Enseignante vacataire à l'Université de Tahoua pour le cours « histoire des droits de l'homme »

Publications

Travaux de recherche :

- « Les enjeux moraux de la démocratie en Afrique noire : cas du Niger », mémoire de maîtrise en philosophie, 116 pages
- « La critique rousseauiste de la démocratie représentative : introduction à l'analyse du processus de démocratisation au Niger », mémoire de DEA en philosophie, 115 pages
- « Analyse rousseauiste du processus de démocratisation en Afrique postcoloniale », thèse de doctorat unique en philosophie, 373 pages

Articles publiés :

- « Morale et démocratie » in Revue Fitilla de l'Association nigérienne des professeurs de philosophie (ANPP)
- « La dimension universelle des droits de l'homme », in Revue Fitilla de l'ANPP
- « La démocratie, quels enjeux pour l'Afrique noire ? », in Revue Fitilla
- « Les droits de l'homme entre universalité et particularisme culturel », in Revue Fitilla
- « La problématique de la pacification de l'espace public en Afrique », in Cahier philosophique d'Afrique.

Heisoo Shin (République de Corée)

Date et lieu de naissance : 23 juin 1950, province de Gyeonggi
(République de Corée)

Langues de travail : Anglais, coréen

Formation

- Doctorat en sociologie, Rutgers University (États-Unis) (1991)
- Maîtrise en sociologie, Ewha Womans University (1976)
- Diplôme de premier cycle en anglais et littérature, Ewha Womans University (1972)

Activités professionnelles

- Professeur, Hanil University & Theological Seminary (1993-2000)
- Professeur invité, KyungHee University (2001-2007)
Professeur adjoint, Ewha Womans University (2008-2012)
- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2001-2008)
- Membre de la Commission nationale des droits de l'homme (2005-2008)
- Membre du Comité consultatif international, Étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, établie par le Secrétaire général de l'ONU (2005-2006)
- Membre de la Commission présidentielle pour le développement durable (2002-2005)
- Présidente du Comité spécial pour la législation sur la violence sexuelle, de l'Union coréenne des associations féminines (1992-1993) ; Présidente du Comité spécial pour la législation sur la violence domestique, de l'Union coréenne des associations féminines (1994-1997) ;
- Présidente du numéro d'urgence des femmes coréennes (1995-2003) ;
Coordonnatrice du Comité directeur du réseau coréen d'ONG féminines (1996-2000) ; Coreprésentante de l'Union coréenne des associations féminines (1999-2002) ; Coreprésentante du 21st Century Women's Forum (2004-2006) ;
Représentante du Conseil coréen pour les femmes enrôlées de force comme esclaves sexuelles au service de l'armée japonaise (2004-2007) ; Représentante du Korea Center for United Nations Human Rights Policy (2010-2017) ;
Membre du Conseil régional de l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (2011-2017).

Fonction(s) actuelle(s)

- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (depuis 2011)
- Professeur invité à la Graduate School of International Studies de l'Ewha Womans University (depuis 2013)
- Présidente du conseil d'administration du Korea Center for United Nations Human Rights Policy (depuis 2017)

Publications

Ouvrages :

- *Political Economy of the Entertainment Industry in Korea*, traduit par KIM Jo Sul, Tokyo : Shinkansha, 1997 (japonais) ;
- *Letting Daughter-in-Law Do the Bibimbap Dishwashing While Letting Daughter Do the Nulenbap Dishwashing?* Press 21, 1996 (coautrice, coréen)

Articles (depuis 2010 seulement) :

- « Gender-Based Approach to International Development Cooperation and Human Rights », KOICA Journal of International Development Cooperation, 2017, n° 4 (à paraître)
- « Individual Communications to CEDAW: Their Values and Effects, » The Cases of the Individual Communications to CEDAW, vol. 2, Commission nationale des droits de l'homme (2015), p. 1-13 (coréen)
- « Recent News and Important Points of Discussion within the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights, » Comité de la protection sociale, Peoples Solidarity and Peoples Democracy, n° 176, juin 2013, p. 40-48 (coréen)
- « Gender and Development, » Issues in International Development Cooperation, Agence de coopération internationale de la République de Corée (2011), p. 41-72 (coréen)
- « Seeking Justice, Honor and Dignity: Movement for the Victims of Japanese Military Sexual Slavery », Martin Albrow et Hakan Seckinelqin, éd., Global Civil Society 2011: Globality and the Absence of Justice, Palgrave Macmillan, p. 14-29
- « CEDAW, Its Optional Protocol and Women's Human Rights, » Ewha Journal of Gender and Law, vol. 1, n° 1, mars 2010, Institute for Gender and Law, Ewha Womans University (coréen)

Rodrigo Uprimny Yepes (Colombie)

Date et lieu de naissance : [Original : espagnol] 13 avril 1959, Bogotá (Colombie)

Langues de travail : Espagnol, français et anglais

Général

- Avocat de l'Université Externado de Colombie, maîtrise en socioéconomie du développement (Université de Paris I) et maîtrise en sociologie du droit (Université de Paris II), doctorat en économie (Université d'Amiens) et diplôme d'études supérieures en règlement des conflits [Université d'Uppsala (Suède)].
- Professeur de droit constitutionnel et des droits de l'homme à l'Université nationale de Colombie depuis 1989. Enseigne à l'Academy on Human Rights de l'American University depuis 2005 et à la faculté des droits économiques, sociaux et culturels, et il a été professeur invité de plusieurs universités colombiennes (notamment Andes, Santo Tomás, Externado) et étrangères (Université de Grenoble et Université d'Utrecht).
- Juge assistant à la Cour constitutionnelle pendant 11 ans et participation en tant qu'expert à plusieurs affaires de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.
- Actuellement cojuge à la Cour constitutionnelle et au Conseil d'État de Colombie et membre de la Commission internationale de juristes et de la Fundación para la Libertad de Prensa et Directeur du Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad.
- Chroniqueur pour le quotidien colombien *El Espectador*.
- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de 2015 à 2018 (rapporteur pour plusieurs pays) et actuellement coordonnateur du Groupe de travail des communications et corapporteur de deux observations générales sur le développement, la planète et les droits économiques, sociaux et culturels et sur le développement durable et les droits économiques, sociaux et culturels.
- Maîtrise parfaite de l'espagnol, de l'anglais et du français. Compréhension écrite du portugais et de l'italien.
- Lauréat de plusieurs prix pour son travail dont, récemment, le titre de professeur émérite de l'Université nationale en 2012 et le prix Simón Bolívar de la meilleure rubrique d'opinion en Colombie en 2013.

Publications

- « The Constitutional Court and Control of Presidential Extraordinary Powers in Colombia », Siri Glippen, Roberto Gargarella et Elin Skaar (éd.). *Democratization and the Judiciary* : Londres, Frank Cass, 2003
- « El derecho a la salud en la jurisprudencia constitucional colombiana », Saúl Franco (éd.), *La Salud Pública hoy. Enfoques y dilemas contemporáneos en salud pública*. Bogotá, Université nationale, 2002
- « Justice and society in Colombia: a sociological analysis of Colombian courts », en collaboration avec César Rodríguez et Mauricio García, éd. Lawrence Friedman et Rogelio Pérez-Perdomo, *Legal Culture in the Age of Globalization*. Stanford, Stanford University Press, 2003

- En collaboration avec Mauricio García. « The Constitutional Court and Social Emancipation in Colombia », in Santos Boaventura de Sousa. *Democratizing Democracy*. Londres, Verso Vnahanen, 2005
- « La unidiversidad de los derechos humanos », Colombia : La alegría de pensar. Bogotá, Université autonome de Colombie, 2004
- « El rol del sistema judicial colombiano en el ejercicio del derecho a la educación: experiencia, crítica y propuesta », AA. VV. El derecho a la educación de niños y niñas en situación de desplazamiento y de extrema pobreza en Colombia. Bogotá, DPLF, Instituto Pensar, 2005
- En collaboration avec Mauricio García et César Rodríguez « ¿Justicia para todos? Derechos sociales, sistema judicial y democracia en Colombia », Bogotá, Norma, 2006
- « The Enforcement of Social Rights by the Colombian Constitutional Court: Cases and Debates », Roberto Gargarella, Pilar Domingo et Theunis Roux (éd.). Courts and Social Transformation in New Democracies: An Institutional Voice for the Poor? Ashgate, 2006.
- « Should Courts enforce Social Rights? The Experience of the Colombian Constitutional Court », in Justiciability of Economic and Social Rights : Experiences from Domestic Systems, Coomans, Fons, (ed.), Anvers-Oxford, Intersentia, 2006
- En collaboration avec Inés Margarita Uprimny et Oscar Parran, « Derechos humanos y derecho internacional humanitario », Bogota, École de la magistrature, Conseil supérieur de la magistrature, 2006
- En collaboration avec Luis Eduardo Pérez et César Rodríguez « Los derechos sociales en serio : hacia un diálogo entre derechos y políticas públicas », Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, 2007
- En collaboration avec Maria Paula Saffon, « Uses and Abuses of Transitional Justice Discourse in Colombia », in PRIO Policy Brief 6, 2007
- « Judicialization of politics in Colombia: cases, merits and risks », in Sur, Rev. Int. direitos human., vol.4, n° 6, p. 52-69, 2007
- « La justice au cœur du politique : potentialités et risques d'une judiciarisation en Colombie », in J. Commaille et M. Kaluszynski (dir.), in La fonction politique de la justice, sous la direction de Jacques Commaille et Martine Kaluszynski. Paris, La Découverte, 2007
- « Aplicación y aplicabilidad del Derecho Internacional de los Derechos Humanos en el ordenamiento interno colombiano: realidades y desafíos », in Antonio José Rengifo Lozano (Comp.), Derecho internacional de los derechos humanos y sistemas internos de protección y reparación. Bogota, Université nationale, Ministère des affaires étrangères, 2008
- (Co-auteur) « El derecho a la salud en perspectiva de derechos humanos », Bogotá, Services du Procureur général de la nation, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, 2008
- En collaboration avec Guarnizo Diana, « ¿Es posible una dogmática adecuada sobre la prohibición de regresividad? Un enfoque desde la jurisprudencia constitucional colombiana », in La ciencia del derecho procesal constitucional. Estudios en homenaje a Héctor Fix-Zamudio en sus cincuenta años como investigador del derecho, Ferrer Mac-Gregor, Eduardo, Zaldívar Lelo de Larrea,

Arturo (coordonateurs), vol. IV : Derechos fundamentales y tutela constitucional. Mexique, UNAM, Institut de recherches juridiques, 2008

- « Transformative reparations of massive gross human rights violations: between corrective and distributive justice », in *Netherlands Quarterly of Human Rights* (2009), vol. 27, n° 4
- Avec Maria Paula Saffon « Report on Colombia », in Cherif Bassiouni (ed), *The pursuit of International Criminal Justice: A World Study on Conflicts, Victimization and Post-conflict Justice*. Anvers, Intersentia, 2010
- « Estado social de derecho, derechos económicos, sociales y culturales, y objetivos del milenio: tensiones y complementariedades », in Corredor Martínez, Consuelo. *Los Objetivos de Desarrollo del Milenio : un compromiso con los derechos económicos, sociales y culturales*. Bogotá, PNUD, Université nationale, 2010
- En collaboration avec Nelson Camilo Sánchez, « Juzgar y medir. El uso de indicadores de derechos humanos por la Corte Constitucional de Colombia », in Victor Abramovich, Laura Pautassi (éd.), *La medición de derechos en las políticas sociales*. Buenos Aires, Editores del Puerto, 2010
- En collaboration avec Diana Guzmán, « Un concepto transformador y participativo para las reparaciones », in *17 International Law, Revista Colombiana de Derecho Internacional*, 2010
- « The Recent Transformation of Constitutional Law in Latin America: Trends and Challenges », *Texas Law Review* 89(7): 1587-1610, 2011
- En collaboration avec Luz María Sánchez, « Los derechos culturales: entre el protagonismo político y el subdesarrollo jurídico », in Uprimny, Rodrigo et Sánchez, Luz María (éd.). *Derechos Culturales en la Ciudad*. Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Mairie de Bogota, 2011
- En collaboration avec Luz María Sánchez. « Constitución de 1991, justicia constitucional y cambio democrático: un balance dos décadas después », in *Cahiers des Amériques latines*, n° 71, 2013
- « Estado de derecho », in *Eunomía Revista en cultura de la legalidad*, n° 5, p. 168-176, 2013
- En collaboration avec Juanita Durán, *Equidad y protección judicial del derecho a la salud*. Santiago, CEPAL, série Políticas Sociales, n° 17, 2013
- En collaboration avec Miguel La Rosta, Sebastian Lalinde et Sandra Mora. *Ante la justicia: Necesidades jurídicas y acceso a la justicia en Colombia*. Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, 2014
- Avec Sergio Chaparro et al. *Mitigando la adicción punitiva: alternativas al encarcelamiento para delitos de drogas*, Bogotá, CEDD, 2015
- En collaboration avec Catalina Pérez Correa et Sergio Chaparro, « Regulation of Possession and the Criminalisation of Drug Users in Latin America », in AA. VV. *After de drug wars. Rapport du Groupe d'experts de la London School of Economics sur les aspects économiques de la politique en matière de drogues*, Londres, LSE, 2016
- En collaboration avec Diana Guzmán « Seeking Alternatives to Repression: Drug Policies and the Rule of Law in Colombia », in Beatriz Caiuby Labate, Clancy Cavnar, Thiago Rodrigues, *Drug Policies and the Politics of Drugs in the Americas*, Springer, 2016

- En collaboration avec Aura Bolivar, Laura Gutiérrez et Camilo Sánchez, « Debates sobre la acción de restitución », Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, 2017

Renato Zerbini Ribeiro Leão (Brésil)

Date et lieu de naissance : 24 octobre 1970, Brasilia

Langues de travail : Portugais, espagnol, anglais

Formation

- Doctorat en droit et relations internationales, de l'Université autonome de Madrid (2008), thèse intitulée : « Los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en Europa y América : un estudio a partir de la construcción jurisprudencial de los Sistemas Europeo e Interamericano de Protección de los Derechos Humanos »
- Diplôme d'études supérieures en droit international et relations internationales, de l'Institut universitaire de recherche José Ortega et Gasset et de l'Université autonome de Madrid (2006), thèse intitulée : « The Economic, Social and Cultural Rights in the Inter-American System of Human Rights under the force of the San Salvador Protocol »
- Maîtrise en relations internationales, de l'Institut d'études politiques et de relations internationales de l'Université de Brasilia (2000), mémoire intitulé : « The Economic, Social and Cultural Rights in Latin America: a study under the San Salvador Protocol »
- Diplôme universitaire dans le domaine de la protection internationale des droits de l'homme, de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica, 1994-1995), thèse sur le droit de migrer
- Diplôme de droit, du Centre universitaire de Brasilia (1995)
- Diplôme de relations internationales, de l'Université de Brasilia (1994)

Activités professionnelles

- (2009-2012) – Coordonnateur général de la Commission nationale des réfugiés du Ministère brésilien de la justice
- (2006-2007) – Consultant spécialisé du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
- (2003-2004) – Coordonnateur de la formation en relations internationales du Centre universitaire de Brasilia
- (1999-2004) – Consultant juridique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
- (2002-2004) – Chercheur à l'Institut des relations internationales de l'Université de Brasilia
- (2001-2002) – Professeur suppléant à l'Institut des relations internationales de l'Université de Brasilia
- (1998-2003) – Avocat en droit social, international et constitutionnel
- (1998) Assistant aux questions environnementales et autochtones de l'Institut d'études socio-économiques
- (1995-1998) – Administrateur de programmes relatifs aux droits de l'homme, à l'ethnicité et aux peuples autochtones, à l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica)

Fonction(s) actuelle(s)

- (Depuis 1998) – Avocat : droit international ; protection internationale de la personne humaine ; droit économique, social et culturel ; droit constitutionnel
- (2000-2017) – Professeur au Département d'études juridiques et sociales du Centre universitaire de Brasilia
- (Depuis 2013) – Professeur de maîtrise en sciences politiques au Centre universitaire euro-américain
- (2011-2018) – Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU

Publications

Plusieurs publications, notamment :

- « O Cinquentenário dos Dois Pactos de Direitos Humanos da ONU », Fortaleza: IIDH ; IBDH ; UniCEUB. 2016. Œuvre en deux volumes, publiée en coordination avec les professeurs Antônio Augusto Cançado Trindade et César Barros Leal
- « The access of individuals to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights », Universitas Relações Internacionais, vol. 11, n° 1 (janvier-juin 2013)
- « Human Rights as an essential element of contemporary international community », in Revue de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, n° 55, semestriel. IIDH: San José (Costa Rica). ISSN: 1015-5074 (janvier-juin 2012)
- « El rol de la sociedad civil organizada para el fortalecimiento de la protección de los derechos humanos en el Siglo XXI: un enfoque especial sobre los DESC », in Revue de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, n° 51, semestriel. IIDH: San José (Costa Rica). ISSN: 1015-5074 (janvier-juin 2010), p. 249-271
- « The jurisprudential construction of the European and Inter-American Systems of Protection Concerning Economic, Social and Cultural Rights ». Porto Alegre : éd. Núria Fabris, 446 pages, 2009
- « The recognition of Refugees around Brazil – Comments on CONARE decisions », Brasília : HCR, Comité national d'aide aux réfugiés, 2007
- « Trends in the International Law of Human Rights Law – Studies in honor of Professor Antônio Augusto Cançado Trindade ». Porto Alegre : éd. Sergio Antonio Fabris, coordonnateur. 6 volumes, 3437 pages. ISBN 8575253220, 2005